

Madame et monsieur les commissaires,

Il est difficile de trouver le ton approprié pour s'adresser à vous tant le processus de cette rencontre est absurde et biaisé. Le gouvernement tient ces consultations même si le tiers des études devant faire l'objet d'un examen préalable aux rencontres n'ont pas été publiées¹. Et cette simulation de consultation publique est entreprise alors que le gouvernement est déjà lancé dans le développement des hydrocarbures au Québec, malgré la crise climatique que nous subissons déjà.

Le gouvernement est devenu partenaire de Pétrolia avec un investissement de 3.8 millions². Cela en dépit du fait que les experts de la transition énergétique répètent que la première action à réaliser à court terme pour réaliser cette transition est d'arrêter de subventionner l'industrie des hydrocarbures³.

Le gouvernement du Québec présente le gaz naturel comme une énergie de transition pour le virage énergétique. Il soutient que le gaz naturel liquéfié est moins polluant que le mazout et qu'il serait même le moins polluant des hydrocarbures. Sur quelles analyses reposent ces affirmations?

Déjà le BAPE sur l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica de la vallée du St-Laurent a démontré que ce type d'exploitation impliquant la fracturation hydraulique n'était pas recommandable à cause des impacts majeurs sur la qualité de l'environnement, dont la qualité des eaux de surfaces et souterraines, en plus des impacts sur les GES⁴. D'ailleurs plus de 250 municipalités ont réclamé au gouvernement un droit de déroger au règlement sur la protection des sources d'eau potables dans le cadre des forages pétrolier et gazier⁵. Un règlement permissif qui sert les intérêts de l'industrie davantage que ceux des citoyens présents et futurs.

Le BAPE a souligné également que l'acceptabilité sociale des projets de développement gazier n'était pas au rendez-vous, notamment à cause de l'incapacité de l'industrie de préserver l'intégrité des puits à long terme. Ce qui revient à transmettre aux générations futures une dette environnementale que personne ne sera en mesure de réparer.

¹ Alexandre Shields, Énergies fossiles. Les consultations publiques débutent malgré l'absence de plusieurs études clés. *Le Devoir*. 16 novembre 2015. <http://goo.gl/nl19C1>

² Québec et Pétrolia main dans la main pour développer le gaz naturel gaspésien. Radio-Canada. 1^{er} septembre 2015. <http://goo.gl/Bjs0zU>

³ C. Potvin et coll. (2015) *Agir sur les changements climatiques*. <http://goo.gl/xV3SZB>

⁴ BAPE. *Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent*. Nov. 2014, Gouvernement du Québec, pp.381-397. http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/gaz_de_schiste-enjeux

⁵ L'eau, cette ressource menacée. Des municipalités prêtes à se battre pour protéger leur eau potable. Radio-Canada. 11 août 2015. <http://goo.gl/4CzJzO>

En fait, il est aujourd'hui démontré que, si on tient compte de l'ensemble des facteurs liés à l'utilisation du gaz naturel, incluant les impacts des procédés d'extraction par fracturation hydraulique, les émissions fugitives de méthane pendant des temps géologiques dues aux migrations du gaz dans la roche fracturée et à la dégradation des puits, en plus des GES liés à la combustion du gaz, la filière énergétique que le gouvernement actuel s'entête à développer au Québec est autant, sinon davantage, polluante que le charbon⁶⁷. Elle est également immensément plus polluante que la biométhanisation, la géothermie et toutes les sources d'électricité faibles en carbone que le Québec possède en abondance.

Le gouvernement actuel se plait à entretenir un mythe pour favoriser certains intérêts économiques très particuliers. Il entretient le mythe que le gaz naturel est une énergie de transition alors que, comme on l'a constaté aux États-Unis, l'exploitation gazière nuit à la transition⁸.

Face à la hausse continue des émissions de GES dans le monde, le spécialiste du réchauffement climatique Claude Villeneuve rapporte que l'humanité pourrait ne pas survivre au 21^{ème} siècle⁹. Au-delà de 2 degrés Celsius de réchauffement, la machine climatique peut s'emballer de façon irréversible à cause, notamment, des boucles de rétroaction positives liées aux émissions de méthane. Or, même avec les engagements des différents gouvernements annoncés pour la conférence de Paris sur le climat (COP 21), l'humanité se dirige vers un réchauffement global de 3 à 4 degrés d'ici 2100 et de 8 à 12 degrés d'ici 2300¹⁰.

Malgré ce contexte de crise annoncée, avec les impacts économiques et sociaux négatifs appréhendés, le gouvernement Québécois continue de s'avancer vers une filière énergétique que les scientifiques du GIEC et de l'agence internationale de l'énergie, de même que les experts financiers du Fonds monétaire international (FMI) et de la banque mondiale, reconnaissent comme préjudiciable, voire néfaste. On peut se demander si le gouvernement jouit d'informations particulières qui échappent à la science et au commun des mortels. Le gouvernement recevrait-il, à l'instar de George Bush fils, ses directives et ses orientations directement de Dieu?

Louise Morand
Comité vigilance hydrocarbures de L'Assomption

⁶ Brandon Baker. Why natural gas is a bridge to nowhere. *EcoWatch*, May 31, 2014.
<http://ecowatch.com/2014/05/31/natural-gas-bridge-to-nowhere/>

⁷Food and water watch. *The urgent case for a ban on fracking*. March 2015.

<http://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/Urgent> Ban on Fracking Report March 2015.pdf

⁸Mason Inman, If the fracking boom fizzles, will the climate action fizzle too? *Grist*. Nov. 19, 2015.
<http://grist.org/climate-energy/if-the-fracking-boom-fizzles-will-climate-action-fizzle-too/>

⁹ Claude Villeneuve, Est-il trop tard? Le point sur les changements climatiques. Montréal : Multimondes, p.282.

¹⁰ Jean Jouzel et Valérie Masson-Delmotte, Le changement climatique et ses impacts : L'état des connaissances scientifiques. Dans Nicolas Haeringer et collaborateurs, *Crime climatique Stop!* Paris : Seuil, p.53.